



# CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 7 mai 2014

Premier trimestre 2014

## De bons résultats et confirmation de la solidité du capital

- Une activité commerciale bien orientée
- Une amélioration de l'efficacité opérationnelle
  - Une réduction du coût du risque
- Une structure de capital renforcée, en avance sur l'objectif

### Groupe Crédit Agricole\* au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

PNB : 7 753 m€ (+1,1%<sup>1</sup> T1/T1)

RBE : 3 062 m€ (+3,5%<sup>1</sup> T1/T1)

RNPG : 1 420 m€ (+14,8%<sup>1</sup> T1/T1)

Ratio *CET 1* non phasé : 11,7%

\* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

### Crédit Agricole S.A. au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

PNB : 4 012 m€ (+0,7%<sup>1</sup> T1/T1)

Charges d'exploitation : -2 714 m€ (-1,2%<sup>1</sup> T1/T1)

RBE : 1 298 m€ (+5,1%<sup>1</sup> T1/T1)

Coût du risque : -590 m€ (-20,2%<sup>1</sup> T1/T1)

RNPG : 868 m€ (+29,6%<sup>1</sup> T1/T1)

Ratio *CET1* non phasé : 9,0%

<sup>1</sup> A méthode comparable et retraité des éléments spécifiques en 2013 et 2014

## Le Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 1 420 millions d'euros au premier trimestre 2014, en hausse de 14,8%<sup>1</sup> par rapport à celui du premier trimestre 2013, évolution établie hors éléments spécifiques.

Ce résultat solide provient d'une activité commerciale bien orientée malgré l'environnement économique, d'une poursuite de la baisse des charges et d'une réduction du coût du risque dans la plupart des métiers.

Retraité des éléments spécifiques, le produit net bancaire progresse de 1,1% et les charges d'exploitation baissent de 0,4% par rapport au premier trimestre 2013 ; le coût du risque diminue de 21,0% et s'établit à 45 points de base sur encours au premier trimestre 2014 à comparer à 55 points de base au premier trimestre 2013.

Les Caisses régionales maintiennent des performances solides. Leur collecte totale s'inscrit en hausse de 2,8% par rapport à fin mars 2013, les crédits augmentant de 0,9% sur la même période. Leur résultat net part du Groupe (à 100% en IFRS) s'élève à 917 millions d'euros au premier trimestre 2014, représentant une croissance de 2,0% par rapport au premier trimestre 2013.

En termes de solvabilité, le ratio *Common Equity Tier 1 Bâle 3* non phasé du groupe Crédit Agricole s'établit à 11,7% au 31 mars 2014 ; il était de 11,3% pro forma révisé<sup>2</sup> en janvier 2014.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., « ces résultats sont bons dans une économie atone. Ils traduisent le maintien des résultats des Caisses régionales à un haut niveau, la progression de ceux de Crédit Agricole S.A. et confirment la solidité financière de notre Groupe ».

Pour Jean-Paul Chifflet, « les résultats de ce trimestre reflètent les fondamentaux de notre Groupe, que nous avons réaffirmés lors de la publication de notre plan à moyen terme le 20 mars dernier. Notre mission dans les mois à venir est la mise en œuvre des orientations de notre plan ».

## Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 6 mai 2014, a examiné les comptes du premier trimestre 2014.

Le résultat net part du Groupe ressort à 868 millions d'euros, en hausse de 29,6% sur le résultat du premier trimestre 2013, évolution établie selon des modalités comparables et hors impacts des éléments spécifiques, essentiellement réévaluation de la dette et plus-values sur titres.

Ce résultat traduit une activité commerciale bien orientée, avec un produit net bancaire en hausse de 0,7%<sup>3</sup>, dans un environnement économique peu porteur, une amélioration de l'efficacité opérationnelle avec une baisse des charges de 1,2% et une réduction de 20,2% du coût du risque.

L'activité commerciale en banque de proximité a été soutenue, avec des encours de collecte bilan et de crédits dans l'ensemble des réseaux de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et réseaux à l'étranger) progressant respectivement de +3,3% et de +0,8% par rapport au premier trimestre 2013. Par ailleurs, les métiers de l'épargne (Amundi et banque privée) et de l'assurance ont enregistré une activité soutenue en réalisant une collecte nette de plus de 7 milliards d'euros sur le trimestre.

Dans le crédit à la consommation, le produit net bancaire ressort en baisse, en lien avec l'évolution des encours gérés (-5,3% sur un an), mais la relance de l'activité s'est traduite par une hausse de la production au premier

<sup>1</sup> Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

<sup>2</sup> Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés

<sup>3</sup> Retraité des éléments spécifiques

trimestre par rapport à l'an passé. Dans la banque de financement et d'investissement, les revenus sont en hausse, y compris dans le *fixed income* qui a bénéficié de bonnes performances des activités de trésorerie et de taux.

Les charges d'exploitation sont en baisse, de 1,2% par rapport au premier trimestre 2013, pour le cinquième trimestre consécutif ; cette tendance provient pour une large part du programme MUST qui vise à réduire de 650 millions d'euros sur 4 ans les charges en optimisant l'immobilier, l'informatique et les achats.

Le coût du risque est en baisse : il s'établit à 60 points de base sur encours, en données annualisées, soit en amélioration de 8 points de base par rapport au premier trimestre 2013. La baisse concerne chacun des métiers : LCL (30 points de base contre 37 au premier trimestre 2013), la banque de proximité à l'international (141 points de base contre 152), la banque de financement (moins de 20 points de base contre 28), le crédit à la consommation (265 points de base contre 334) avec notamment l'amélioration continue de la qualité de la gestion d'Agos Ducato (surcroît de 112 points de base pour le métier du crédit à la consommation contre surcroît de 123 points de base douze mois auparavant).

A fin mars 2014, la structure du capital de Crédit Agricole S.A. est renforcée, avec un ratio *Common Equity Tier 1* non phasé de 9,0%, en hausse de 50 points de base par rapport au ratio pro forma révisé de début janvier 2014. Le ratio pro forma de janvier, qui était estimé à 8,3% sur la base de données de gestion, a en effet été révisé à 8,5% après suppression d'une marge de prudence liée au passage à la CRD4, équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés.

L'amélioration du ratio CET1 sur le premier trimestre est due principalement au résultat conservé et aux actions entreprises pour réduire l'impact de la CRD4, notamment par validation de modèles étendue à un périmètre plus large de portefeuilles. Le caractère pro cyclique des modalités de calcul, la volatilité de certains composants du numérateur du ratio comme les effets de valorisation, sont à intégrer dans les estimations pour les trimestres à venir.

La situation de liquidité du groupe Crédit Agricole s'est encore améliorée. Le bilan cash bancaire du Groupe s'élève à 1 028 milliards d'euros au 31 mars 2014 et l'excédent des ressources stables sur emplois stables est de 73 milliards d'euros à la fin du premier trimestre, à comparer à 48 milliards d'euros à fin mars 2013. Les réserves de liquidité couvrent largement (164%) l'endettement court terme brut. Par ailleurs, au 24 avril 2014, Crédit Agricole S.A. a déjà réalisé 70% de son programme annuel d'émissions à moyen-long terme sur les marchés. De plus, Crédit Agricole S.A. a réalisé en janvier et en avril 2014 deux émissions d'*Additional Tier 1*, l'une pour 1,75 milliard de dollars US et l'autre pour 1 milliard d'euros et 0,5 milliard de livres sterling.

## Responsabilité sociale et environnementale (RSE)

Banque de financement et d'investissement de référence en finance responsable, Crédit Agricole CIB, filiale de Crédit Agricole S.A., a créé dès 2010 une équipe dédiée aux projets à vocation sociale et environnementale des clients de la banque. Elle est devenue, en 2013, le leader mondial<sup>1</sup> en matière d'émission d'obligations responsables et vertes (plus de 5 milliards d'euros d'interventions). Au-delà d'émetteurs publics (Régions Ile-de-France, Provence Alpes Côte d'Azur, Nord Pas-de-Calais, Banque Mondiale et Banque Européenne d'Investissement), Crédit Agricole CIB a aussi accompagné des émetteurs privés (Air Liquide en 2012 pour 500 millions d'euros, EDF en 2013 pour 1,4 milliard d'euros, Unibail Rodamco pour 750 millions d'euros en 2014). La banque vient également de participer à la nouvelle émission responsable ou « green bonds » de la région Ile-de-France d'un montant de 600 millions d'euros.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a conçu, aux côtés de Bank of America Merrill Lynch, Citi et JPMorgan Chase, une charte de bonnes pratiques en matière d'émissions responsables : les *Green Bond Principles*. 25 banques ont aujourd'hui adhéré à ces principes qui servent de lignes directrices pour ce type d'émissions.

---

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2013, Crédit Agricole CIB est :

- 1<sup>er</sup> mondial sur les Green Bonds en EUR toutes années confondues,

- 3<sup>e</sup> mondial sur les Green Bonds, toutes devises, toutes années confondues (source: Climate Bond Initiative).

## Agenda financier

7 mai 2014	Publication des résultats du premier trimestre 2014
21 mai 2014	Assemblée générale des actionnaires (Paris)
30 mai 2014	Détachement du dividende
24 juin 2014	Paiement du dividende
5 août 2014	Publication des résultats du deuxième trimestre 2014
6 novembre 2014	Publication des résultats du troisième trimestre 2014

### Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

### Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1*	Variation T1**/T1* et **
Produit net bancaire	4 012	3 657	+9,7%	+0,7%
Charges d'exploitation	(2 714)	(2 748)	(1,2%)	(1,2%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 298</b>	<b>909</b>	<b>+42,6%</b>	<b>+5,1%</b>
Coût du risque	(590)	(739)	(20,2%)	(20,2%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>708</b>	<b>170</b>	<b>x4,1</b>	<b>+46,5%</b>
Sociétés mises en équivalence	476	370	+28,4%	+20,8%
Gains/pertes sur autres actifs	5	13	(58,2%)	(58,2%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 189</b>	<b>553</b>	<b>x2,1</b>	<b>+33,1%</b>
Impôt	(222)	(13)	ns	+64,7%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	16	ns	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>966</b>	<b>556</b>	<b>+73,8%</b>	<b>+24,9%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	98	87	+13,7%	(9,2%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>868</b>	<b>469</b>	<b>+84,9%</b>	<b>+29,6%</b>

\* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

\*\* Retraité des éléments spécifiques du trimestre (cf. slide 35)

Le **produit net bancaire** atteint 4 012 millions d'euros au premier trimestre 2014 ; retraits de la réévaluation de la dette, de la DVA *running*, des couvertures de prêts et de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, il s'élève à 3 965 millions d'euros. Le produit net bancaire du premier trimestre 2013 s'établit, quant à lui, à 3 657 millions d'euros et à 3 938 millions d'euros retraits de la réévaluation de la dette, de la DVA, des couvertures de prêts, de la plus-value de cession de titres réalisée sur la cession de titres Bankinter ainsi que du changement de méthode de comptabilisation du volet 1 du Switch (comptabilisation de la part comptabilisée en mise en équivalence jusqu'au quatrième trimestre 2013 désormais en produit net bancaire). La hausse du produit net bancaire normalisé s'établit ainsi à 0,7% sur un an. Cette progression provient d'une variation organique positive de 69 millions d'euros, +1,7%, compensée à hauteur de 42 millions d'euros par le coût de l'extension de la garantie Switch accordée par les Caisses régionales. Cette hausse des revenus provient notamment de la mise en place de couvertures complémentaires dans le pôle Activités hors métiers, qui lissent les variations saisonnières du produit net bancaire.

**Les charges d'exploitation**, à 2 714 millions d'euros, sont en baisse de 1,2% par rapport au premier trimestre 2013. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif d'économies de charges. Les économies réalisées au premier trimestre 2014 dans le cadre du programme MUST s'élèvent à 36 millions d'euros, portant celles-ci à 387 millions d'euros depuis le lancement du programme en 2012, sur un objectif 2016 de 650 millions d'euros. Outre les gains réalisés dans le cadre du programme MUST, les effectifs moyens sont en baisse de 2% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013 (hors effets périmètre sur Newedge, CA Bulgarie, entités nordiques de CACF, Smith Breeden etc.).

**Le coût du risque** est globalement modéré : à 590 millions d'euros, il est en baisse de 20,2% par rapport au premier trimestre 2013 traduisant la poursuite de l'amélioration de la situation dans la filiale italienne de crédit à la consommation, Agos Ducato (coût du risque en baisse de 30,0% à 163 millions d'euros au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013). Il s'établit ainsi à 60 points de base sur encours, en données annualisées, niveau historiquement bas, en baisse de 8 points de base par rapport au premier trimestre 2013.

L'encours des créances dépréciées<sup>1</sup> s'établit à 15,5 milliards d'euros et représente 3,8% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 3,7% au 31 mars 2013 (données hors Newedge, CA Bulgarie et entités nordiques de CACF reclassés en IFRS 5 en 2013 et Crelan reclassé en IFRS 5 au premier trimestre 2014). Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 53,4%. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 71,1%, relativement stable par rapport au 31 décembre 2013.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 476 millions d'euros sur le trimestre dont 378 millions d'euros au titre de la contribution des Caisses régionales, environ 40 millions d'euros au titre de la participation de CACIB dans Bank Al Saudi Al Fransi et 35 millions d'euros au titre d'Eurazeo.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. atteint au premier trimestre 2014 868 millions d'euros. Après retraitement de la réévaluation de la dette, de la DVA running, des couvertures de prêts et de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, le résultat ressort à 853 millions d'euros, à comparer à un résultat de 659 millions d'euros au premier trimestre 2013, retraité des mêmes éléments et de la plus-value de cession de titres sur Bankinter, soit une hausse de 29,6% sur la période.

## **SOLVABILITE**

A fin mars 2014, la structure du capital de Crédit Agricole S.A. est renforcée, avec un ratio *Common Equity Tier 1* non phasé de 9,0%, en hausse de 50 points de base par rapport au ratio pro forma révisé<sup>2</sup> de début janvier 2014. Le ratio pro forma de janvier, qui était estimé à 8,3% sur la base de données de gestion, a en effet été révisé à 8,5% après suppression d'une marge de prudence liée au passage à la CRD4, équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés.

Le capital CET1 augmente de 0,2 milliard d'euros par rapport à janvier 2014 pro forma. Le résultat conservé et la variation des plus-values latentes contribuent respectivement pour 0,6 milliard d'euros et 0,5 milliard d'euros à cette hausse. Les impacts *Prudent Valuation* ont été estimés à -0,7 milliard d'euros et ont été intégrés au calcul du ratio. Finalement, la hausse du déficit *Expected Loss* a un impact négatif de 0,4 milliard d'euros.

Les emplois pondérés sont en baisse de 16 milliards d'euros par rapport à janvier 2014 pro forma révisé. La réduction de l'impact CRD4 y contribue pour 14 milliards d'euros, dont notamment, la prise en compte du modèle EPE (*Expected Positive Exposure*)<sup>3</sup> et son extension à un périmètre plus large de portefeuilles pour un impact de -5 milliards d'euros; et la mise en place de la couverture du risque de contrepartie sur dérivés permettant de réduire l'impact de la CVA sur les risques pondérés en Bâle 3, pour un impact supplémentaire de -5 milliards d'euros.

Au total, l'amélioration du ratio sur le premier trimestre est due au résultat conservé (+19 points de base), aux plus-values latentes (+16 points de base), à l'anticipation de la *Prudent Valuation* (-23 points de base), à la réduction de l'impact CRD4 (+40 points de base), le solde de -2 points de base étant attribuable à l'évolution organique.

Le ratio CET1 phasé atteint 9,6% à fin mars 2014 (8,8% début janvier 2014 pro forma révisé). Le ratio global phasé s'établit à 16,2% à fin mars 2014 ; il était de 15,6%, pro forma révisé en janvier 2014.

---

<sup>1</sup> Hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

<sup>2</sup> Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés

<sup>3</sup> Modèle interne calculant le risque de contrepartie sur opérations de marché, sous réserve de confirmation par le collège de l'ACPR. Ajustement non pris en compte dans le PMT, venant partiellement remplacer l'amortissement des activités en cours d'arrêt prévu sur 2014-2016

## LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 028 milliards d'euros à fin mars 2014, à comparer à 1 039 milliards d'euros à fin décembre 2013 et à 1 048 milliards d'euros à fin mars 2013.

L'ensemble des ressources de marché court terme, qui inclut les ressources de marché court terme pour 151 milliards d'euros et les opérations de mise en pension, atteint 173 milliards d'euros à fin mars 2014, en augmentation de 5 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2013. Les actifs liquides au bilan, pour leur part, s'élèvent à 246 milliards d'euros au 31 mars 2014, à comparer à 239 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables au 31 mars 2014 s'élève à 73 milliards d'euros, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Il s'élevait à 48 milliards d'euros au 31 mars 2013.

Les réserves de liquidité après décote se renforcent de 9 milliards d'euros au cours du premier trimestre 2014 pour atteindre 248 milliards d'euros; elles couvrent 164% de l'endettement court terme brut contre 165% au premier trimestre 2013.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 9,6 milliards d'euros de dette senior dans le marché et les réseaux au cours du premier trimestre 2014. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé 4,5 milliards d'euros au cours du premier trimestre 2014. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 24 avril 2014, Crédit Agricole S.A. a levé 7 milliards d'euros, réalisant ainsi 70% de son programme de refinancement moyen-long terme de marché 2014. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a réalisé en janvier et en avril 2014 deux émissions d'*Additional Tier 1*, l'une pour 1,75 milliard de dollars US, et l'autre pour 1 milliard d'euros et 0,5 milliard de livres sterling.

## RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

### 1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

#### 1.1. CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

<i>(en millions d'euros)</i>	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
<b>Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)</b>	<b>229</b>	<b>214</b>	<b>+6,9%</b>
Variation de quote-part dans les réserves	149	129	+15,6%
<b>Quote-part de résultats des mises en équivalence</b>	<b>378</b>	<b>343</b>	<b>+10,1%</b>

Au premier trimestre 2014, les Caisses régionales ont poursuivi leur stratégie de développement équilibré sur l'ensemble de leurs domaines d'activités.

La collecte continue ainsi sa progression, avec une augmentation des encours de 2,8% sur un an à 591,2 milliards d'euros. Cette croissance est portée par la collecte bilan dont les encours s'élèvent à 345,2 milliards d'euros à fin mars 2014, en progression de 3,3% sur un an. La hausse de la collecte bilan provient notamment des dépôts à vue (+5,4%) et des livrets (+5,1%), dont +6,8% sur le livret A. Parallèlement, les Caisses régionales ont maintenu une bonne dynamique sur la collecte hors bilan qui s'élève à 246,0 milliards d'euros à fin mars 2014, en hausse de 2,1% sur un an. Cette performance est portée par l'assurance-vie dont les encours progressent de 4,0% sur un an.

Les encours de crédit enregistrent, quant à eux, une hausse de 0,9% par rapport au 31 mars 2013 à 397,5 milliards d'euros au 31 mars 2014. Cette progression se compare favorablement à celle de 0,4% sur l'année 2013. Elle est portée par l'habitat (+2,6%) et l'agriculture (+4,0%).

Le ratio crédit/collecte<sup>1</sup> s'établit à 117% à fin mars 2014, soit à un niveau comparable à celui de fin décembre 2013 qui s'établissait à 116%.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3 551 millions d'euros pour le premier trimestre 2014, en hausse de 0,7% par rapport au premier trimestre 2013. Cette hausse s'explique par le maintien de la marge d'intermédiation ainsi que l'érosion des commissions (-0,3% par rapport au premier trimestre 2013), dans un contexte réglementaire défavorable.

Les charges du premier trimestre 2014 sont en hausse contenue de 0,6% par rapport au premier trimestre 2013. Le coefficient d'exploitation reste stable, à 52,9%, comme au premier trimestre 2013.

Le coût du risque sur le premier trimestre 2014 s'établit à 308 millions d'euros, en baisse de 23,8% par rapport au premier trimestre 2013, ce qui se traduit par une baisse de 9 points de base du coût du risque rapporté aux encours de crédits. Le taux de créances dépréciées est stable à 2,5% sur un an, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste à un niveau très élevé à 106,2% à fin mars 2014 contre 106,7% un an auparavant.

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 1 366 millions d'euros pour le premier trimestre 2014 en hausse de 8,6% par rapport au premier trimestre 2013.

Au total, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 378 millions d'euros au premier trimestre 2014, en hausse de 10,1% par rapport au premier trimestre 2013. Pour mémoire, le premier trimestre de chaque exercice intègre la variation de quote-part dans les réserves des Caisses régionales.

<sup>1</sup> Méthodologie révisée à compter de mars 2014 ; Déc 2013 pro forma intégration des refinancements (BEI, CDC) et des UC obligataires en ressources clientèle et crédits clientèle nettés des provisions individuelles

## 1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
Produit net bancaire	956	975	(1,9%)
Charges d'exploitation	(619)	(613)	+1,0%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>337</b>	<b>362</b>	<b>(6,9%)</b>
Coût du risque	(70)	(89)	(21,4%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>267</b>	<b>273</b>	<b>(2,2%)</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	5	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>267</b>	<b>278</b>	<b>(4,1%)</b>
Impôt	(97)	(97)	-
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>170</b>	<b>181</b>	<b>(6,2%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	8	9	(6,7%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>162</b>	<b>172</b>	<b>(6,2%)</b>

Le premier trimestre 2014 s'inscrit dans le prolongement des tendances qui ont marqué l'année 2013, associant la hausse de la collecte et un développement maîtrisé des crédits.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources ont progressé de 3,5% sur un an à fin mars 2014, pour atteindre 164,6 milliards d'euros. Les encours de collecte de bilan affichent une progression de 4,6% par rapport à fin mars 2013, imputable essentiellement aux dépôts à vue (+8,1%) et aux livrets A et LDD (respectivement +11,2% et +8,3% sur un an). Les encours de collecte hors bilan augmentent de 2,3% sur un an, notamment grâce à la bonne performance des marchés actions bénéficiant aux encours titres (+7,3% sur un an) et à une collecte très dynamique sur l'assurance-vie (+4,3% sur un an).

Les encours de crédit progressent de 0,5% sur un an pour atteindre 89,4 milliards d'euros au 31 mars 2014. Cette progression est portée par les crédits à l'habitat dont la croissance atteint +2,5% en un an à 56,6 milliards d'euros. Les crédits aux entreprises et aux professionnels sont quant à eux en recul de 2,8% sur un an à 26,3 milliards d'euros, à l'instar des encours de crédit à la consommation (6,5 milliards d'euros au 31 mars 2014, soit une baisse de 2,6% sur un an).

Le ratio crédit/collecte s'établit à 110%, quasi stable par rapport à décembre 2013 (109%).

Le produit net bancaire enregistre une baisse de 1,9% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. La baisse de 1,6% de la marge d'intérêts par rapport à un premier trimestre 2013 élevé s'explique principalement par l'impact des rachats et remboursements anticipés de 2013. Les commissions reculent par ailleurs de 2,5% sur la même période, recul principalement concentré sur la tenue de compte (-7,4%), conséquence notamment des nouvelles dispositions de la Loi sur la Consommation de 2013.

Les charges progressent de 1,0 % au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013, intégrant les premières dépenses liées au projet d'entreprise. Les autres charges sont, quant à elles, stables.

Le coût du risque est en nette amélioration sur tous les marchés : il baisse de 21,4% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Ainsi, le taux de créances dépréciées est en recul de 0,1 point, à la fois par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre 2013 : il s'établit à 2,4% à fin mars 2014. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) est en hausse par rapport au premier et au quatrième trimestres 2013 : il atteint 75,0% à fin mars 2014.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 162 millions d'euros, en baisse de 6,2% par rapport au premier trimestre 2013.

## 2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 18 millions d'euros au premier trimestre 2014 à comparer à 28 millions d'euros au premier trimestre 2013.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>692</b>	<b>593</b>	<b>+16,8%</b>
Charges d'exploitation	(368)	(384)	(4,1%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>324</b>	<b>209</b>	<b>+55,1%</b>
Coût du risque	(258)	(196)	+31,6%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>66</b>	<b>13</b>	<b>x5,1</b>
Sociétés mises en équivalence	(12)	1	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	9	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>54</b>	<b>23</b>	<b>x2,2</b>
Impôt	(23)	(1)	ns
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	9	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>(1,3%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	13	3	x5,2
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>18</b>	<b>28</b>	<b>(37,9%)</b>

\* Retraité du passage en IFRS5 de Crelan

**En Italie**, Cariparma évolue comme tout le secteur bancaire italien dans un contexte économique toujours difficile. L'encours des crédits s'établit néanmoins à 33,2 milliards d'euros au 31 mars 2014, en hausse de 1,0% par rapport au 31 mars 2013 dont 3,8% sur les crédits immobiliers. L'encours global de collecte bilan atteint quant à lui 36,0 milliards d'euros et affiche une progression de 0,5% sur un an. Ainsi, Cariparma dégage un excédent de liquidité de 2,8 milliards d'euros qui contribue au financement des autres entités italiennes du Groupe (Calit, Agos Ducato, FGA Capital). Par ailleurs, la collecte hors bilan de Cariparma s'élève à 52,1 milliards d'euros à fin mars 2014 contre 50,8 milliards d'euros à fin mars 2013. Comme au trimestre précédent, l'assurance-vie et les OPCVM restent très dynamiques avec une production sur le trimestre qui s'élève à 1,3 milliard d'euros, soit une hausse de 45% par rapport au premier trimestre 2013.

En termes de résultat, la contribution de Cariparma au résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. comptabilise au premier trimestre 2014 des éléments enregistrés dans les comptes consolidés locaux au 31 décembre 2013. Ainsi, il enregistre en produit net bancaire 80 millions d'euros d'éléments positifs, dont 92 millions d'euros liés à la réévaluation des titres de la Banque d'Italie. Il enregistre également une charge de 109 millions d'euros en coût du risque (provision comptabilisée au quatrième trimestre 2013 dans le pôle Activité hors métiers pour 90 millions d'euros et reprise ce trimestre).

Retraité de ces éléments, le produit net bancaire progresse de 1,6% entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014 grâce notamment à la progression de l'activité de crédit, à la baisse du coût moyen de la collecte et à la hausse des commissions soutenues par la production en hors bilan.

Les charges d'exploitation diminuent de 5,9% entre le premier trimestre 2014 et le premier trimestre 2013 en lien avec la baisse des effectifs de 3% sur un an et aux efforts continus d'optimisation des coûts. Le coefficient d'exploitation, à 58,5%<sup>1</sup> au premier trimestre 2014, s'améliore de 4,6 points par rapport au premier trimestre 2013<sup>2</sup>.

Le coût du risque s'établit sur le trimestre à 216 millions d'euros. Avant intégration des provisions comptabilisées par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux du 31 décembre 2013, il s'élève à 107 millions d'euros au premier trimestre 2014, en hausse de 2,4% par rapport au premier trimestre 2013<sup>2</sup>. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 11,6%, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 44,7%.

Au total, avant intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux du 31 décembre 2013 et de la fiscalité afférente, le résultat net part du groupe de Cariparma s'établit à 23 millions d'euros sur le trimestre à comparer à 28 millions d'euros au premier trimestre 2013<sup>3</sup>.

**Les autres entités du Groupe à l'international** présentent globalement un excédent de collecte par rapport aux crédits distribués au 31 mars 2014, avec 10,7 milliards d'euros de collecte bilan pour un montant de crédits bruts s'élevant à 10,0 milliards d'euros. La contribution globale au résultat net part du Groupe des autres entités de la Banque de proximité à l'international est de 10 millions d'euros au premier trimestre 2014. Elle intègre -14 millions d'euros de résultat mis en équivalence de BES dans l'attente de l'arrêté de ses comptes du premier trimestre 2014.

---

<sup>1</sup> Hors intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux au 31/12/2013, après la clôture des comptes de Crédit Agricole S.A., soit +80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque (notamment en préparation des AQR) ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

<sup>2</sup> Après reclassement au T4-12 du complément de provision demandé par la Banque d'Italie, passé en AHM au T4-12 et dans la contribution de Cariparma au T1-13 (39 m€)

<sup>3</sup> Le premier trimestre 2013 avait également donné lieu à des compléments de provisions demandés par la Banque d'Italie pour -39 millions d'euros. Les +28 millions d'euros de résultat net part du Groupe de Cariparma au premier trimestre 2013 s'entendent hors ce complément.

### 3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 31 mars 2014, les encours gérés du pôle progressent de 23,8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013, avec une collecte nette pour l'ensemble des métiers de 7,3 milliards d'euros dont 6,3 milliards pour Amundi, 2,0 milliards pour l'assurance-vie et une décollecte de 1,0 milliard pour la banque privée. Outre les bonnes performances commerciales, le pôle enregistre un effet marché et change positif de 16,5 milliards d'euros. L'encours global s'élève ainsi à 1 168,1 milliards d'euros au 31 mars 2014, en hausse de 2,1% sur le trimestre. Le résultat net part du Groupe du pôle atteint 377 millions d'euros au premier trimestre 2014, en baisse de 6,3% par rapport au premier trimestre 2013, affecté par les moindres performances de CACEIS et de la Banque privée.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
Produit net bancaire	1 256	1 275	(1,5%)
Charges d'exploitation	(622)	(609)	+2,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>634</b>	<b>666</b>	<b>(4,9%)</b>
Coût du risque	(5)	(1)	x 8,2
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>629</b>	<b>665</b>	<b>(5,5%)</b>
Sociétés mises en équivalence	4	6	(26,7%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>633</b>	<b>671</b>	<b>(5,7%)</b>
Impôt	(220)	(228)	(3,6%)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>413</b>	<b>443</b>	<b>(6,8%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	36	40	(11,6%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>377</b>	<b>403</b>	<b>(6,3%)</b>

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi affiche des encours gérés désormais proches de 800 milliards d'euros. La collecte du premier trimestre s'élève à 6,3 milliards d'euros. Elle est portée par le segment de clientèle des Institutionnels (+4,9 milliards d'euros) et des *Corporates* (+1,2 milliard d'euros<sup>1</sup>). Elle bénéficie également des bonnes performances réalisées sur le segment des distributeurs tiers, notamment au Japon (+1,3 milliard d'euros). Le premier trimestre marque aussi le ralentissement de la décollecte dans les réseaux France (-0,3 milliard d'euros hors sorties saisonnières sur le monétaire) grâce au dynamisme de l'activité sur la clientèle patrimoniale. En termes de classes d'actifs, la collecte est réalisée sur les actifs longs (+3,9 milliards d'euros) notamment sur les expertises obligataires d'Amundi (haut rendement, *aggregate*<sup>2</sup>) et gestion indicielle. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à +13,1 milliards d'euros sur le trimestre portant ainsi les actifs sous gestion à 796,5 milliards d'euros à fin mars 2014. Ils progressent de 2,5% par rapport au 31 décembre 2013 et de 5,0% sur un an. Par ailleurs, Amundi poursuit sa stratégie de renforcement de sa présence à l'international avec des opérations de croissance externe ciblées : acquisition d'une activité en Malaisie et mise en place d'un partenariat stratégique avec la société française Tikehau dans la gestion de dette privée.

Au premier trimestre 2014, Amundi a maintenu ses résultats à un bon niveau. Son résultat net s'affiche à 103 millions d'euros, le résultat net part du Groupe s'élevant, quant à lui, à 75 millions d'euros. Le produit net bancaire est stable au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013 grâce à la hausse des commissions de gestion fixes de 6% qui compense la baisse des autres commissions liée à des effets calendaires. Les charges sont maîtrisées, en hausse de 0,1% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013, à

<sup>1</sup> Y compris épargne-entreprise

<sup>2</sup> Obligations diversifiées (toutes devises, souverain et Corporates)

périmètre constant<sup>1</sup>, les efforts de productivité finançant le développement à l'international. Au total, le coefficient d'exploitation est toujours très compétitif à 56,4%.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** a poursuivi ses efforts commerciaux qui permettent aux encours conservés de continuer leur progression par rapport au dernier trimestre 2013, malgré la sortie des encours de la Caisse des Dépôts et Consignations au deuxième trimestre 2013. Ils atteignent 2 283 milliards d'euros, en hausse de 1,3% par rapport au quatrième trimestre 2013. Le bon développement commercial des encours administrés leur permet d'atteindre 1 347 milliards d'euros, en progression de 2,9% par rapport au quatrième trimestre 2013 et +5,5% sur un an.

Les résultats du métier sont néanmoins en recul par rapport au premier trimestre 2013 sous l'effet du repli de la marge d'intérêt (hausse de la part des titres HQLA, faiblement rémunérés et baisse des *spreads*). Le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit ainsi à 19 millions d'euros, en baisse de 45,0% par rapport au premier trimestre 2013.

L'activité **Banque privée** dans le Groupe voit ses encours gérés progresser de 0,6% par rapport au 31 décembre 2013 pour s'établir à 133,0 milliards d'euros au 31 mars 2014 bénéficiant notamment d'un effet marché positif permettant de plus que compenser la décollecte de 1,0 milliard d'euros du premier trimestre 2014.

Le produit net bancaire est affecté par la réduction des commissions de courtage (moindre rotation des portefeuilles et rendement plus faible de la liquidité placée à moyen long terme) et la baisse des encours gérés de 1,5% sur un an. Ainsi, le résultat net part du Groupe s'établit à 23 millions d'euros, en baisse 34,4% par rapport au premier trimestre 2013.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 8,3 milliards d'euros au 31 mars 2014. La collecte nette du pôle en épargne / retraite et prévoyance s'est établie à 2,3 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros réalisés en France.

Le pôle épargne / retraite continue de faire preuve d'une bonne dynamique. Le chiffre d'affaires s'élève à 6,3 milliards d'euros, contre 6,2 milliards au premier trimestre 2013. En France, le chiffre d'affaires est proche du niveau élevé du premier trimestre 2013. A l'international, il s'inscrit en hausse de 33,1% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013, grâce notamment à d'excellentes performances en Italie. Les encours gérés en épargne / retraite s'établissent à 238,6 milliards d'euros à fin mars 2014, en progression de 4,6% sur un an. La part des encours en euros s'élève à 194,4 milliards d'euros, en progression de 4,4% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 44,2 milliards d'euros progressent de 5,2% sur la même période.

Le pôle prévoyance / santé / emprunteur voit son chiffre d'affaires croître de 4,7% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Il s'élève ainsi à 1 050 millions d'euros. En prévoyance / santé, la progression du chiffre d'affaires atteint 5,3% sur un an. Sur la partie emprunteur, le chiffre d'affaires est en forte croissance à l'international (notamment +30,2% en Pologne et +15,3% en Italie).

Le pôle assurance dommages a connu une progression toujours soutenue. Son chiffre d'affaires s'établit à 911 millions d'euros, en hausse de 7,8% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Le ratio combiné, défini par le ratio (Sinistralité + frais généraux) rapporté aux cotisations, net de réassurance, est maîtrisé. Il s'établit à 96,3% sur le périmètre Pacifica malgré les événements climatiques du trimestre.

Au premier trimestre 2014, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 260 millions d'euros. Le produit net bancaire s'inscrit en hausse de 3,4% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Les charges d'exploitation augmentent parallèlement de 3,3% sur la même période. Le coefficient d'exploitation reste donc stable, à 26,3%, au premier trimestre 2014.

---

<sup>1</sup> Prise en compte des nouvelles filiales Etats-Unis (Smith Breeden), Pologne, Amsterdam au premier trimestre 2014

#### 4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	686	727	(5,7%)
Charges d'exploitation	(335)	(348)	(3,7%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>351</b>	<b>379</b>	<b>(7,6%)</b>
Coût du risque	(282)	(408)	(30,8%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>69</b>	<b>(29)</b>	<b>ns</b>
Sociétés mises en équivalence	31	28	+11,4%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>100</b>	<b>(1)</b>	<b>ns</b>
Impôt	(26)	(4)	x5,1
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	6	5	+18,8%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>80</b>	<b>-</b>	<b>ns</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	3	(20)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>77</b>	<b>20</b>	<b>x3,9</b>

\* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013

Le pôle des Services financiers spécialisés confirme son retour à une situation bénéficiaire au premier trimestre 2014, avec un résultat net part du Groupe de 77 millions d'euros contre 20 millions au premier trimestre 2013. Dans un contexte contraint en termes réglementaires et de recentrage d'activité, et nonobstant la reprise de la production tant sur le crédit à la consommation que sur le crédit-bail et l'affacturage, les encours baissent de 5,3% sur un an pour CACF et de 3,0% en crédit-bail. En ligne avec cette baisse des encours, le produit net bancaire du pôle enregistre une baisse de 5,7% par rapport au premier trimestre 2013 à 686 millions d'euros. Les charges sont en recul de 3,7% sur douze mois, bénéficiant des impacts des mesures d'optimisation des charges récurrentes dans l'ensemble des sous-métiers : elles reculent de 4,8% chez CACF et sont stables chez CAL&F sur un an. Enfin, le coût du risque est en baisse significative, tant chez CACF qu'au sein de CAL&F.

Les encours du métier **crédit à la consommation** s'élèvent à 69,1 milliards d'euros à fin mars 2014, retraités du passage en IFRS5 d'entités nordiques du groupe CACF et de l'application d'IFRS11 aux *joint-ventures* dédiées aux partenariats automobiles du pôle. En recul de 5,3% par rapport à mars 2013, ils baissent de 1,1% par rapport à décembre 2013, indiquant un ralentissement de la tendance baissière observée depuis 2 ans. Leur répartition géographique est inchangée par rapport au trimestre précédent avec 38% des encours localisés en France, 33% en Italie et 29% dans les autres pays. Les encours de location-financement des partenariats automobiles ont été reclassés depuis les encours gérés pour compte de tiers vers les encours pour compte propre, afin de mieux refléter l'activité. Après ce reclassement, les encours se répartissent en encours pour compte propre de 54,2 milliards d'euros (-6,9% entre mars 2013 et mars 2014), encours Groupe Crédit Agricole pour 12,2 milliards d'euros (-4,3%) et encours gérés pour compte de tiers pour 2,7 milliards d'euros (+34,8%). La réduction volontaire des encours d'Agos Ducato atteint 2 milliards d'euros sur un an (-11,0% sur la période).

A 264,5 millions d'euros au premier trimestre 2014, le coût du risque du Crédit à la consommation marque une baisse de 29,7% en un an, liée essentiellement à Agos Ducato mais également aux autres entités du groupe CACF. Il s'établit à 153 points de base (annualisé) pour CACF hors Agos Ducato au premier trimestre 2014, contre 211 points de base au premier trimestre 2013. A 163 millions d'euros pour Agos Ducato au premier trimestre 2014, le coût du risque recule également de 30,0% pour représenter un surcroît de 112 points de base sur encours dans le

métier du crédit à la consommation, à comparer à un surcroît de 123 points de base au premier trimestre 2013. Le taux de créances dépréciées d'Agos Ducato s'établit à 11,9% à fin mars 2014 (à comparer à 14,8% à fin mars 2013) et son taux de couverture à 99,2% y compris les provisions collectives. L'amélioration du risque chez Agos Ducato qui s'accompagne d'une hausse de 2,4% du produit net bancaire malgré la réduction de ses encours, permet à cette filiale d'être à l'équilibre dès le premier trimestre 2014.

Le résultat net part du Groupe de CACF ressort ainsi à 53 millions d'euros, multiplié par 6,2 en un an.

À noter ce trimestre, la finalisation par CACF de la cession de ses entités nordiques, et d'autre part le succès du lancement du Passeport européen en janvier 2014, CACF étant le premier acteur français à avoir lancé cette activité de collecte en Allemagne.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** voient évoluer de façon différenciée leur encours en fonction des activités et des zones géographiques. Le trend baissier se poursuit sur le crédit-bail en France, se traduisant par une baisse de 4,6% des encours de CAL&F entre mars 2013 et mars 2014 à 11,9 milliards d'euros. Inversement, les encours augmentent de 2,3% sur la même période en crédit-bail à l'international (4,0 milliards d'euros) et le chiffre d'affaires factoré augmente de 6,6% à 14,6 milliards d'euros à fin mars, comprenant une hausse de 5,3% sur la France (9,3 milliards d'euros).

Le coût du risque est en baisse de 44% en un an, essentiellement sur le crédit-bail en France et l'affacturage en Espagne.

Le résultat net part du Groupe de CAL&F s'élève ce trimestre à 24 millions d'euros, multiplié par 1,2 en un an.

## 5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les informations présentées ci-dessous pour 2013 tiennent compte de l'application d'IFRS 11 pour l'entité UBAF.

Au premier trimestre 2014, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 285 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (10 millions d'euros) et de l'effet de la DVA courante (-9 millions d'euros), le résultat net part du Groupe s'élève à 284 millions d'euros ce trimestre.

La contribution de la banque de financement à ce résultat retraité s'élève à 199 millions d'euros (contre 144 millions d'euros au premier trimestre 2013) et celle de la banque de marché et d'investissements à 84 millions d'euros (contre 81 millions d'euros au premier trimestre 2013).

Les activités en cours d'arrêt ont un impact négligeable sur la période, avec un résultat net part du Groupe qui affiche un profit de 1 million d'euros sur le trimestre à comparer à une perte de 2 millions au premier trimestre 2013.

### Total Banque de Financement et d'investissement (y compris activités en cours d'arrêt)

(en millions d'euros)	T1-14	T1-14*	T1-13**	T1-13*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	985	984	965	953	+3,2%
<i>Dont Banque de financement</i>	525	510	496	471	+8,1%
<i>Dont Banque de marché</i>	429	443	415	428	+3,5%
<i>Dont Activités en cours d'arrêt</i>	31	31	54	54	ns
Charges d'exploitation	(558)	(558)	(579)	(579)	(3,6%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>427</b>	<b>426</b>	<b>386</b>	<b>374</b>	<b>+13,6%</b>
Coût du risque	(56)	(56)	(110)	(110)	(49,5%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>371</b>	<b>370</b>	<b>276</b>	<b>264</b>	<b>+39,9%</b>
Sociétés mises en équivalence	40	40	34	34	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	1	1	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>411</b>	<b>410</b>	<b>311</b>	<b>299</b>	<b>+37,5%</b>
Impôt	(114)	(114)	(73)	(74)	+54,5%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(7)	(7)	2	2	ns
<b>Résultat net</b>	<b>290</b>	<b>289</b>	<b>240</b>	<b>227</b>	<b>+27,7%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	5	5	4	4	+54,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>285</b>	<b>284</b>	<b>236</b>	<b>223</b>	<b>+27,2%</b>

\* Retraité des couvertures de prêts, impacts CVA/DVA Day 1 (T1-13) et DVA courante

\*\*2013 UBAF présentée selon la nouvelle application de IFRS 11

Les revenus de la **banque de financement** s'élèvent à 525 millions d'euros au premier trimestre 2014. Hors impact des couvertures de prêts, ils s'élèvent à 510 millions d'euros, présentant ainsi une évolution de +8,1% par rapport au premier trimestre 2013, qui intégrait une dépréciation exceptionnelle de titres comptabilisée en Produit net bancaire.

Crédit Agricole CIB maintient ses positions concurrentielles sur les activités de syndication en France (première place<sup>1</sup>). Il se positionne également à présent en première place en Europe de l'Ouest (contre troisième place précédemment<sup>1</sup>) et sur la zone EMEA (contre la seconde place précédemment<sup>1</sup>). Crédit Agricole CIB garde le troisième rang<sup>1</sup> en syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA. Crédit Agricole CIB conserve par ailleurs son rang de leader mondial sur le financement aéronautique<sup>2</sup>.

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 429 millions au premier trimestre 2014. Hors impact DVA, ils s'élèvent à 443 millions d'euros et progressent de 3,5% par rapport au premier trimestre 2013, qui incluait les revenus des courtiers pour 25 millions d'euros.

A 400 millions d'euros ce trimestre, les revenus des activités de *fixed income* progressent par rapport aux trimestres précédents, reflétant les bonnes performances des activités Trésorerie et Titrisation. Crédit Agricole CIB maintient son premier rang en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP<sup>3</sup> et sa deuxième place mondiale sur les émissions obligataires supranationales<sup>1</sup>.

Les revenus de la banque d'investissement s'élèvent à 43 millions d'euros et connaissent un léger recul par rapport au premier trimestre 2013 qui présentait une activité plus dynamique sur les activités M&A (en baisse de 7,6%).

La VaR reste à un niveau très faible de 7 millions d'euros au 31 mars 2014 (contre 11 millions d'euros en moyenne sur l'année 2013).

Les charges de la **Banque de financement et d'investissement** enregistrent une baisse de 3,6% entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014. Hors activité de courtage<sup>4</sup>, les charges sont stables entre les deux trimestres. Après retraitement des impacts des couvertures de prêts, de ceux de la CVA/DVA Day 1 pour 2013 et de la DVA courante, le coefficient d'exploitation hors courtage diminue fortement pour atteindre 56,7% contre 60,3% au premier trimestre 2013.

Au premier trimestre 2014, le coût du risque se traduit par une dotation nette de 56 millions d'euros, en baisse par rapport au premier trimestre 2013.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 40 millions d'euros au premier trimestre 2014, intégrant principalement la contribution de Al Bank Saudi Al Fransi (BSF).

Au final, le résultat net part du Groupe du premier trimestre 2014 de la **Banque de financement et d'investissement** s'élève à 285 millions d'euros.

---

<sup>1</sup> Source : Thomson Financial

<sup>2</sup> Source : Air Finance Database

<sup>3</sup> Source : CPWare

<sup>4</sup> Charges de CLSA New York et Tokyo reclassés en IFRS 5 au troisième trimestre 2013 : 19 millions d'euros au premier trimestre 2013

## 6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(563)</b>	<b>(878)</b>	<b>(35,9%)</b>
<i>dont coûts de financement</i>	(620)	(531)	+16,8%
<i>dont gestion financière</i>	5	(86)	ns
<i>dont spreads émetteurs</i>	(47)	(361)	(87,2%)
<i>dont autres</i>	99	100	(1,4%)
Charges d'exploitation	(212)	(215)	(1,7%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(775)</b>	<b>(1 093)</b>	<b>(29,1%)</b>
Coût du risque	81	65	+25,2%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(694)</b>	<b>(1 028)</b>	<b>(32,6%)</b>
Sociétés mises en équivalence	35	(42)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	5	(2)	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(654)</b>	<b>(1 072)</b>	<b>(39,1%)</b>
Impôts	258	390	(33,9%)
<b>Résultat net</b>	<b>(396)</b>	<b>(682)</b>	<b>(42,1%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	33	51	(34,6%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(429)</b>	<b>(733)</b>	<b>(41,5%)</b>

Au premier trimestre 2014, le produit net bancaire s'établit à -563 millions d'euros, contre -878 millions d'euros au premier trimestre 2013. Il comprend -47 millions d'euros au titre des *spreads* émetteurs contre -361 millions d'euros au premier trimestre 2013. Le produit net bancaire provenant des coûts de financement intègre ce trimestre le coût des volets 1 et 2 du Switch désormais intégralement comptabilisé en produit net bancaire pour -186 millions d'euros à comparer à -106 millions d'euros au premier trimestre 2013 (intégrant la rémunération de l'avance d'actionnaires et des titres super-subordonnés T3CJ).

Par avenant signé le 19 décembre 2013, Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales ont étendu l'assiette des garanties déjà accordées le 23 décembre 2011 à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances. Les nouvelles garanties ont pris effet le 2 janvier 2014 et transfèrent les exigences prudentielles s'appliquant aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances, cette dernière étant mise en équivalence pour les calculs prudentiels. La substance du contrat s'analyse comme un contrat d'assurance du fait de l'existence d'un risque global d'assurance au sens de la norme IFRS 4. Les intérêts versés au titre des dépôts de garantie et la rémunération de la garantie sont désormais intégralement comptabilisés en Produit net bancaire alors que la rémunération des garanties Switch était précédemment enregistrée en résultat de mises en équivalence (-24 millions d'euros au premier trimestre 2013, net d'impôt).

La gestion financière intègre les opérations sur participations financières, notamment ce trimestre la variation de la juste valeur des obligations échangeables en actions d'Eurazeo pour -41 millions d'euros. Elle intégrait au premier trimestre 2013 la plus-value sur la cession d'un bloc de titres Bankinter pour 30 millions d'euros. Au cours du mois de janvier 2014, Crédit Agricole S.A. a également cédé le solde de cette participation, soit environ 0,3%, et ne détient donc plus aucun titre Bankinter. Par ailleurs, la mise en place de couvertures complémentaires sur le risque inflation a permis une moindre volatilité des résultats de la gestion financière qui pesaient traditionnellement à la baisse au premier trimestre.

Les charges d'exploitation imputées dans ce pôle sont bien maîtrisées avec une baisse de 1,7% entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014.

Le coût du risque enregistré au premier trimestre 2014 la reprise de la provision AQR (*Asset Quality Review*) comptabilisée au quatrième trimestre 2013 au titre de Cariparma pour 90 millions d'euros. Il intégrait au premier trimestre 2013 la reprise de la provision de 35 millions d'euros dotée dans ce pôle au quatrième trimestre 2012 au titre de la revue de la Banque d'Italie chez Cariparma.

La ligne Sociétés mises en équivalence enregistre ce trimestre exclusivement la contribution positive d'Eurazeo pour 35 millions d'euros.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit au premier trimestre 2014 à -429 millions d'euros, à comparer à -733 millions d'euros du premier trimestre 2013. Retraité des *spreads* émetteurs, le résultat net part du Groupe du Pôle ressort à -399 millions d'euros au premier trimestre 2013 contre -501 millions d'euros au premier trimestre de l'année précédente.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 696 milliards d'euros au 31 mars 2014, dont 530 milliards d'euros pour les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international, en hausse de 0,8% par rapport à fin mars 2013. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 623 milliards d'euros dont 478 milliards d'euros pour les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international soit une hausse de 3,3% de la collecte bilan sur un an.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>7 753</b>	<b>7 341</b>	<b>+5,6%</b>
Charges d'exploitation	(4 691)	(4 709)	(0,4%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 062</b>	<b>2 632</b>	<b>+16,3%</b>
Coût du risque	(907)	(1 149)	(21,0%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 155</b>	<b>1 483</b>	<b>+45,2%</b>
Sociétés mises en équivalence	97	51	+88,7%
Résultat net sur autres actifs	-	13	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1)	-	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>2 251</b>	<b>1 547</b>	<b>+45,3%</b>
Impôts	(746)	(464)	+60,4%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	7	21	(65,4%)
<b>Résultat net</b>	<b>1 512</b>	<b>1 104</b>	<b>+37,0%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	92	79	+17,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 420</b>	<b>1 025</b>	<b>+38,5%</b>

\*Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS de Crelan.

Au premier trimestre 2014, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 7 753 millions d'euros, en hausse de 5,6% par rapport au premier trimestre 2013. Cette évolution est expliquée notamment par les éléments spécifiques non liés à l'activité (*spreads* émetteurs, DVA *running*, couvertures de prêts et réévaluation des titres de la banque d'Italie chez Cariparma), pour un total de 47 millions d'euros, à comparer à une charge de -281 millions d'euros au premier trimestre 2013, dont -361 millions d'euros liée aux *spreads* émetteurs. Retraité des éléments spécifiques, le produit net bancaire progresse de 1,1% par rapport au premier trimestre 2013.

Les charges d'exploitation présentent une baisse de 0,4% par rapport au premier trimestre 2013. Cette évolution reflète la montée en puissance des programmes de réduction des coûts à travers, notamment, les réalisations du programme MUST, et l'effet des plans de départs lancés en 2011 et 2012 chez CACIB, CACF et Cariparma.

Le coût du risque est maîtrisé, en baisse de 21,0% par rapport au premier trimestre de l'année 2013. Il s'établit à 45 points de base sur encours au premier trimestre 2014 à comparer à 55 points de base au premier trimestre 2013. Cette baisse reflète pour l'essentiel l'amélioration du coût du risque dans le Crédit à la consommation, notamment chez Agos Ducato.

Au total, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 420 millions d'euros à comparer à 1 025 millions d'euros au premier trimestre 2013, soit une hausse de 38,5% sur la période et de 14,8%<sup>1</sup>, retraitée des éléments spécifiques des premiers trimestres 2013 et 2014.

<sup>1</sup> Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

\*\*\*\*\*

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le premier trimestre 2014 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : [www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires](http://www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires) dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

#### RELATIONS INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78	Laurence Gascon	+ 33 1.57.72.38.63
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Aleth Degrand	+ 33 1.43.23.23.81	Aurélie Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05

#### Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.